



## CHAPITRE 105

## CHAPTER 105

Loi modifiant la charte de la ville de  
La Tuque

An Act to amend the charter of the town  
of La Tuque

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la Corporation de la ville de La Tuque a représenté, par sa pétition, qu'il est opportun, dans l'intérêt des contribuables et pour la bonne administration des affaires municipales de la ville de La Tuque:

De ratifier son règlement municipal No 346, lequel pourvoit à fixer, pour une période de dix ans, le mode de paiement des taxes foncières de la Brown Corporation, à compter du 1er mai 1950, et lequel pourvoit également à ce que le mémoire de conventions fait entre la ville de La Tuque et la Brown Corporation, le 21 décembre 1920, tel que modifié par le règlement No 188, qui fut sanctionné par la loi 20 George V, chapitre 177, au sujet du système d'administration de la ville par un gérant municipal, soit continué et ait pleine force et effet durant une période additionnelle de dix ans, à compter du 1er mai 1950, avec la modification suivante: Que la contribution payée par la Brown Corporation à la ville de La Tuque, durant cette nouvelle période de dix ans, pour le maintien du système d'administration de la ville par un gérant, sera une somme égale au traitement du gérant payé par la ville, lequel traitement sera fixé par entente entre le conseil de la ville de La Tuque et ladite Brown Corporation;

De ratifier son règlement municipal No 347, lequel pourvoit à fixer à la somme de quatre-vingt mille dollars à partir du 1er mai 1950 jusqu'au 1er mai 1960, l'éva-

**W**HEREAS the corporation of the town of La Tuque has represented by its petition that it is expedient, in the interests of the ratepayers and for the proper administration of the municipal affairs of the town of La Tuque:

To ratify its municipal by-law No. 346, which provides for fixing, for a period of ten years, the mode of payment of real estate taxes, by the Brown Corporation, from May 1st, 1950, and which provides also that the deed of agreement made between the town of La Tuque and the Brown Corporation, on December 21st, 1920, as amended by by-law No. 188, that was ratified by the act 20 George V, chapter 177, concerning the system of the administration of the town by a town-manager, be continued and have full force and effect for an additional period of ten years, from May 1st, 1950, with the following change: That the contributions paid by the Brown Corporation to the town of La Tuque, during this new period of ten years, for the maintenance of the system of administration of the town by a manager, shall be in an amount equal to the manager's salary, paid by the town, which salary shall be fixed by agreement between the council of the town of La Tuque and the said Brown Corporation;

To ratify its municipal by-law No. 347, which provides for fixing at a sum of eighty thousand dollars from May 1st, 1950, to May 1st, 1960, the valuation of all and

Preamble.

luation de tous et chacun des biens fonds appartenant actuellement à la Cosmo Underwear Co. Ltd., et situés dans la ville de La Tuque, y compris l'usine, l'outillage et la machinerie de toutes sortes à l'usage de ladite compagnie et possédés pour fins industrielles, avec entente cependant que ladite compagnie devra payer en outre les taxes municipales sur toutes annexes à la présente usine, ou sur toutes nouvelles manufactures ou constructions nouvelles qu'elle pourra ériger ou acquérir à l'avenir, suivant l'évaluation qui en sera portée individuellement, chaque année, au rôle d'évaluation alors en vigueur, comme sur toute propriété résidentielle qu'elle possède ou possèdera à l'avenir;

De ratifier son règlement municipal No 348, lequel pourvoit à fixer à la somme de sept millions cinq cents mille dollars l'évaluation des immeubles imposables de la St. Maurice Power Corporation ou de ses ayants-cause, dans la ville de La Tuque, et ce, pour une période de dix années, à partir du 1er mai 1950, avec entente, cependant, que tous bâtiments, machineries additionnelles ou agrandissements quelconques qui seront incorporés auxdits immeubles, durant ladite période de dix ans, devront être évalués en sus de l'évaluation ci-dessus, et lequel pourvoit également au paiement, par ladite St. Maurice Power Corporation à la ville de La Tuque, durant cette période de dix ans, outre l'impôt sur ces immeubles, d'une somme annuelle de dix mille dollars, pour aider la ville de La Tuque à défrayer ses dépenses d'administration générale, et ce, à condition que, durant ladite période de dix ans, la Corporation de la ville de La Tuque: (a) fasse approuver, chaque année, par la Commission municipale de Québec, le taux d'impôt foncier; (b) maintienne son système d'administration par un gérant municipal;

De ratifier son règlement municipal No 349, lequel pourvoit à fixer l'évaluation municipale de tous et chacun des biens fonds imposables appartenant actuellement à la St. Maurice Furniture Co. Ltd., situés dans la ville de La Tuque, y compris ses bâtisses, l'outillage et la machinerie de toutes sortes à l'usage de ladite compagnie et possédés pour fins industrielles, à la somme de cent cinquante-huit

each of the real estate now owned by the Cosmo Underwear Co. Ltd., and located in the town of La Tuque, including the plant, equipment and machinery of all kinds for the use of the said company and held for industrial purposes, with the understanding, however, that the said company shall pay in addition the municipal taxes on every extension of the present plant, or on every new factory or new construction which it may erect or acquire in the future, in accordance with the valuation which shall be entered individually, each year, on the valuation roll then in force, as well as on every residential property which it holds or may hold in the future;

To ratify its municipal by-law No. 348, which provides for fixing the valuation at the sum of seven million five hundred thousand dollars of the taxable immovables of the St. Maurice Power Corporation or its assigns in the town of La Tuque, and this for a period of ten years, from May 1st, 1950, with the understanding, however, that all buildings, additional machinery or enlargements whatsoever shall be included in the said immovables, during said period of ten years, shall be valued in addition to the above valuation, and which also provides for the payment by the said St. Maurice Power Corporation, to the town of La Tuque, during the said period of ten years, apart from the tax on its immovables, of an annual sum of ten thousand dollars, to help the town of La Tuque to pay its general administration expenses, and this, on condition that, during the said period of ten years, the corporation of the town of La Tuque: (a) shall cause the rate of the real estate tax to be approved each year by the Quebec Municipal Commission; (b) shall maintain its system of administration by a municipal manager;

To ratify its municipal by-law No. 349, which provides for fixing the municipal valuation of all and each of the taxable real estate now owned by the St. Maurice Furniture Co. Ltd., located in the town of La Tuque, including its buildings, equipment and machinery of all kinds for the use of the said company and held for industrial purposes, at a sum of one hundred and fifty-eight thousand dollars, for

mille dollars, pour les années 1950-1951 et 1951-1952, et à trois cent seize mille dollars pour les huit autres années, soit de 1952 à 1960, sur lesquelles sommes ladite compagnie devra payer les taxes foncières suivant le taux de la taxe fixée chaque année, par règlement conformément à la loi; avec entente, qu'à l'expiration des deux premières années, soit 1950-1951 et 1951-1952, la compagnie devra payer à la ville de La Tuque ses taxes non seulement sur ses propriétés actuelles définies plus haut et fixées à trois cent seize mille dollars, mais également sur toutes autres acquisitions industrielles, constructions d'annexes ou manufactures nouvelles qu'elle aura ou pourra acquérir ou ériger, suivant les évaluations annuelles qui seront alors portées au rôle d'évaluation en vigueur, et au taux de la taxe annuelle à être fixé par règlement, conformément à la loi;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Règlement  
validé.

**1.** Le règlement municipal No 346 de la ville de La Tuque, concernant un arrangement, pour une période de dix ans, à compter du 1er mai 1950, entre la ville de La Tuque et la Brown Corporation, au sujet des taxes municipales sur les propriétés industrielles et privées de ladite Brown Corporation, dans la ville de La Tuque, et concernant la prolongation, pour cette même période de dix ans, du système d'administration de la ville par un gérant, est ratifié, confirmé et déclaré valide, légal et obligatoire, à toutes fins que de droit.

Idem.

**2.** Le règlement municipal No. 347 de la ville de la Tuque, concernant un arrangement pour une période de dix ans, à compter du 1er mai 1950, entre la ville de La Tuque et la Cosmo Underwear Co. Ltd. ou ses ayants-cause, au sujet des taxes municipales sur les biens-fonds appartenant à la dite compagnie, dans la ville de La Tuque, y compris son usine, son outillage et sa machinerie de toutes sortes,

the years 1950-1951 and 1951-1952, and at three hundred and sixteen thousand dollars for the eight other years, from 1952 to 1960, upon which sums the said company shall pay the real estate taxes in accordance with the tax rate fixed each year, by by-law in conformity with the law; with the understanding, that at the expiration of the two first years, or 1950-1951 and 1951-1952, the company shall pay to the town of La Tuque its taxes not only on its present property above defined and fixed at three hundred and sixteen thousand dollars, but also on every other industrial acquisition, construction of extensions or of new factories which it shall or may acquire or erect, in accordance with the annual valuations which shall then be entered on the valuation roll in force, and at the rate of the annual tax to be fixed by by-law, in conformity with the law;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Municipal by-law No. 346 of the town of La Tuque, concerning an arrangement, for a period of ten years, from May 1st, 1950, between the town of La Tuque and the Brown Corporation, with respect to municipal taxes on industrial and private properties of the said Brown Corporation, in the town of La Tuque, and concerning the extension, for the same period of ten years, of the system of administration of the town by a manager, is ratified and confirmed, and declared valid, legal and obligatory, for all legal purposes.

By-law  
ratified.

**2.** Municipal by-law No. 347 of the town of La Tuque, concerning an arrangement for a period of ten years, from May 1st, 1950, between the town of La Tuque and the Cosmo Underwear Co. Ltd. or its assigns, with respect to municipal taxes on the real estate owned by the said company in the town of La Tuque, including its plant, equipment and machinery of all kinds, is ratified and confirmed, and de-

Idem.

est ratifié, confirmé et déclaré valide, légal et obligatoire, à toutes fins que de droit.

clared valid, legal and obligatory, for all legal purposes.

Règle-  
ment  
validé.

**3.** Le règlement municipal No 348 de la ville de La Tuque, concernant un arrangement pour une période de dix ans, à compter du 1er mai 1950, entre la ville de La Tuque et la St. Maurice Power Corporation ou ses ayants-cause, au sujet des taxes municipales sur les immeubles imposables de ladite compagnie, dans la ville de La Tuque, consistant en un barrage, une usine hydro-électrique, bâtiments, machineries, tours, réseaux de transmission d'énergie, et autres accessoires, et au sujet du paiement par ladite compagnie à la ville de La Tuque d'une somme annuelle de dix mille dollars, durant cette même période de dix ans, en plus de l'impôt sur ses immeubles, et ce, en vue d'aider la ville de La Tuque à défrayer ses dépenses d'administration générale, à condition que, durant ladite période de dix ans, la Corporation de la ville de La Tuque fasse approuver, chaque année, par la Commission municipale de Québec, le taux d'impôt foncier, et maintienne son système d'administration par un gérant municipal, est ratifié, confirmé et déclaré valide, légal et obligatoire, à toutes fins que de droit.

**3.** Municipal By-law No. 348 of the town of La Tuque, concerning an arrangement for a period of ten years, from May 1st, 1950, between the town of La Tuque and the St. Maurice Power Corporation or its assigns, with respect to municipal taxes on the taxable immoveables of the said company in the town of La Tuque, consisting of a dam, a hydro-electric plant, buildings, machinery, towers, power transmission systems, and other accessories, and with respect to the payment by the said company to the town of La Tuque, of an annual sum of ten thousand dollars, during the same period of ten years, over and above the tax on its immoveables, and this with a view to helping the town of La Tuque to pay its general administration expenses, on condition that, during the said period of ten years, the corporation of the town of La Tuque, shall each year, cause the rate of the real estate tax to be approved by the Quebec Municipal Commission, and shall maintain its system of administration by a municipal manager, is ratified and confirmed, and declared valid, legal and obligatory, for all legal purposes.

Idem.

**4.** Le règlement municipal No 349 de la ville de La Tuque, concernant un arrangement pour une période de dix ans, à compter du 1er mai 1950, entre la ville de La Tuque et la St. Maurice Furniture Co. Ltd ou ses ayants-cause, au sujet des taxes municipales sur les biens-fonds appartenant à ladite compagnie, dans la ville de La Tuque, y compris ses bâtisses, l'outillage et la machinerie de toutes sortes à son usage et possédés par elle pour fins industrielles, est ratifié, confirmé et déclaré valide, légal et obligatoire, à toutes fins que de droit.

**4.** Municipal By-law No. 349 of the town of La Tuque, concerning an arrangement for a period of ten years, from May 1st, 1950, between the town of La Tuque and the St. Maurice Furniture Co. Ltd. or its assigns, with respect to municipal taxes on the real estate owned by the said company in the town of La Tuque, including its buildings, equipment and machinery of all kinds at its disposal and held by it for industrial purposes, is ratified and confirmed and declared valid, legal and obligatory, for all legal purposes.

Entrée en  
vigueur.

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.